



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 02 AVRIL 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des
Services

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la
délibération:

**Débat d'orientations
budgétaires 2015**

L'an deux mille quinze le deux avril à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérard, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, MARCEL Frédéric, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUBOUIS Brigitte, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LEGRAIEN Françoise, LOEW Grégory, MAGAUD Fabrice, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MICHEL Jacques, PELASSY Michèle, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉ(S) :

Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Grégory LOEW, André MENET pouvoir à Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI

ABSENT(S) :

AMBROSINO Franck, NICCOLETTI Christine, SONNEVILLE David

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

15 AVR. 2015
Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Archivé le 15 AVR. 2015

Le Débat d'Orientations Budgétaires constitue la première étape du cycle budgétaire des collectivités territoriales.

Le DOB a pour but d'organiser un débat sur les orientations générales du budget au cours des deux mois précédant l'examen de celui-ci par l'assemblée et de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité.

S'il a un caractère obligatoire, le DOB n'est en revanche pas formalisé.

C'est pourquoi ses modalités et son contenu varient selon les collectivités.

Pour ce qui nous concerne, après avoir, dans un premier temps, traité de l'environnement général, à savoir, les tendances lourdes de l'évolution du contexte socio-économique européen et national, la majeure partie de l'exposé sera consacrée aux lignes directrices budgétaires de notre collectivité.

I - Zone euro

Perdue dans la stagnation

Après être sortie de récession en 2013, la zone euro montre de timides signes de reprise.

La croissance de la zone euro devrait rester faible en 2015 (proche de 0,8% en moyenne annuelle), toujours pénalisée par le désendettement public et privé.

La croissance de la zone euro pourrait toutefois être aidée à court terme par la dépréciation du taux de change et la baisse du prix du pétrole si ces tendances s'intensifiaient.

Mais en la matière il est toujours très hasardeux de se prononcer avec certitude, les choses évoluent en effet très vite.

Jugez-en :

Les perspectives de croissance peu réjouissantes pour la zone euro -
12 janvier 2015 selon l'ocde
La croissance de la zone euro devrait durablement rester molle

A peine deux mois après

La BCE relève ses prévisions de croissance pour 2015 et 2016 en zone euro, publié le 05/03/2015
La Banque centrale européenne (BCE) a relevé significativement jeudi ses prévisions de croissance du Produit intérieur brut (PIB) en zone euro pour 2015 et 2016 à respectivement 1,5 et 1,9%.

Et un mois plus tard...

Zone Euro – La bénédiction d'un euro faible

Les perspectives économiques se sont notablement embellies et ont conduit à des révisions à la hausse des prévisions de croissance pour 2015 et l'année prochaine.

Swiss Life – Perspectives économiques - Avril 2015

Une autre préoccupation pour la zone euro

Risque de déflation

La diminution des prix à la consommation est un phénomène général en zone euro. Elle est le

signe d'une croissance très faible. Et la baisse des prix a aussi une répercussion négative sur les rentrées fiscales, ce qui nuit, en bout de course, au remboursement de la dette publique.

C'est en réponse à ce risque que la BCE a élaboré un plan de « quantitative easing ». La politique d'Assouplissement Quantitatif contribuera à soutenir la demande, ainsi que l'inflation.

II - France

Rebond à court terme de la croissance mais faiblesse structurelle

Au 4^{ème} trimestre 2014, l'activité devrait continuer à croître au même rythme modéré qu'au 3^{ème} trimestre 2014 (+0,2 %).

Aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2015, le PIB progresserait modestement de 0,3 %, principalement grâce à la croissance de la demande interne.

Au quatrième trimestre 2014, le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume de la France progresse de 0,1%, après une progression de 0,3% au troisième trimestre. Soit une croissance de 0,4% sur l'ensemble de l'année 2014, identique à celle de 2013, souligne l'Insee.

Dernièrement, l'OCDE anticipait une croissance de 1,1% en France en 2015 et de 1,7% en 2016. La reprise sur le marché du travail devrait être très progressive ; la consommation privée serait soutenue par une faible dynamique de salaires et une inflation très faible - grâce notamment à la récente chute du prix du pétrole, et donc une hausse modérée du pouvoir d'achat des ménages.

L'investissement devrait recommencer à croître en 2015, stimulé par l'accélération de la demande, interne comme externe, et par des conditions de financement plus favorables.

Sous l'hypothèse d'une stabilisation du prix du pétrole à 56\$ par baril et d'un cours euro/dollar oscillant autour de 1,21€/\$, l'inflation totale devrait atteindre un plancher au 1^{er} trimestre 2015, avant d'augmenter faiblement au 2^e trimestre.

Amélioration des conditions de crédit

Les conditions de crédit se sont détendues et on voit les signes d'amélioration de la demande de crédit. Par ailleurs, les taux d'intérêt sont particulièrement bas.

Les conditions de financement ne sont plus un frein à l'investissement.

Difficile consolidation budgétaire

En 2014, le déficit des administrations publiques a atteint, lui, 4% du PIB. Soit un niveau un peu meilleur que la dernière prévision de Bercy pour l'année 2014 (4,4 %), et que le solde de 2013 (4,1%).

Cette performance budgétaire meilleure que prévu "a ouvert la perspective d'une révision à la baisse du déficit public en 2015, aux alentours de 3,8% du PIB", au lieu de 4,1% comme prévu jusqu'ici, a indiqué le ministre des Finances Michel Sapin dans un communiqué.. *Figaro Eco du 26 mars 2015.*

Fin 2014, la dette de la France a atteint 95% du PIB.

L'Insee a révélé le montant de l'endettement cumulé de l'État, de la Sécurité Sociale et des collectivités locales sur l'ensemble de l'année. La dette publique équivaut ainsi quasiment à la richesse nationale: à la fin 2014, elle était de 95% du PIB.

La dette publique française atteint près de 31.000 euros par habitant.

Quelques indicateurs encourageants sont pondérés par la persistance d'éléments structurels et environnementaux générateurs d'incertitude voire de défiance.

La loi de finances pour 2015 se dessine de ce fait autour d'une ligne de crête qui sépare d'un côté

l'incontournable réduction des déficits publics et de l'autre le nécessaire soutien à l'activité.

Le « soutien à l'activité » bénéficie, d'une dotation d'environ 420 million d'euros pour soutenir l'investissement local, et profitera également de l'augmentation de 166 millions d'euros du FCTVA.

Mais la « contribution des collectivités à la réduction des déficits publics » est sans conteste la mesure la plus « impactante ». L'amputation de la DGF de 11 milliards d'euros sur la période 2015-2017 et de 3,67 milliards sur la seule année 2015 touche toutes les collectivités.

Au final les budgets des collectivités sont soumis à de fortes tensions pour 2015 et les années suivantes. Les recherches d'économie déjà engagées qui devront nécessairement être poursuivies et renforcées pour y faire face, risquent toutefois d'atteindre leurs limites et d'imposer d'aller plus loin.

Les collectivités pourront difficilement faire l'économie d'une vraie réflexion pluriannuelle visant à reconsidérer leur champ d'action dans une politique de recentrage et le périmètre le plus pertinent de leurs interventions. Ceci pourrait bien conduire à une accélération de l'évolution du paysage territorial, accélérer le transfert de compétences ou les fusions d'intercommunalités, afin de continuer à assurer les projets d'investissement locaux et offrir des services de qualité aux populations.

Dans cet inventaire de mesures négatives, deux éléments plutôt favorables sont à noter :

- Le taux de FCTVA passe de 15,761 % à 16,404 % pour les dépenses éligibles réalisées à compter du 1er janvier 2015.
- La revalorisation des bases de fiscalité directe locale en 2015 est fixée, à l'identique de celui de 2014, à 0,9 %.

III - Tendances budgétaires et grandes orientations de la collectivité

L'analyse rétrospective de la situation financière de la CAD

Pour la préparation de ce nouveau mandat, une analyse financière rétrospective et prospective a été réalisée afin de dégager les tendances de fond de la trajectoire financière de la CAD. L'objectif étant d'apprécier de façon claire les orientations financières, et d'en déduire la capacité de la CAD à mettre en œuvre ses politiques publiques.

1- Les ratios

Deux notions essentielles sont prises en considération

- L'épargne brute : Il s'agit du reliquat de ressources qui permet de financer la section d'investissement sans recourir à l'emprunt.

A ce titre, ce ratio a une grande importance pour la santé financière de notre établissement.

- La capacité de désendettement est l'indicateur de soutenabilité de nos finances.

Il s'agit du nombre d'années qu'il faudrait à la CAD pour rembourser toute sa dette si elle y consacrait toute son épargne. On considère qu'une capacité de désendettement supérieure à 15 ans, indique une situation de fragilité pour les finances publiques.

Pour la CAD elle s'établit à 12,48 ans au 31/12/2014. Elle se rapproche des limites et doit donc faire l'objet d'une vigilante attention.

2 - Les premiers éléments de bilan de l'exercice 2014

Pour l'essentiel, nos prévisions en matière de recettes (fiscalité, produit des domaines...) ont été respectées.

S'agissant des dépenses, le taux de consommation des crédits a respecté les enveloppes allouées.

- Notre résultat de fonctionnement pour l'exercice 2014 fait ressortir un léger déficit de 92K€ largement inférieur à la prévision
- Notre niveau d'investissement soutenu, financée essentiellement par la dette, porte le stock de dette à 37,5 M€ fin 2014.

Pour la section d'investissement (y compris la couverture des reports), le résultat est excédentaire de 950K.

3 - Le contexte du budget primitif 2015

C'est désormais le budget de fonctionnement qui est sous pression avec les baisses des concours de l'Etat.

Les collectivités vont devoir faire face à la réduction inédite des concours de l'Etat et à une probable réduction des subventions. L'effet ciseaux, c'est-à-dire l'écart entre recettes et dépenses de fonctionnement, s'accroîtra davantage en 2015, 2016 et 2017.

En revanche, point positif, le problème de financement des investissements semble temporairement dépassé, face à l'abondance de liquidité, au niveau des taux directeurs de la BCE, et au nombre d'opérateurs présents sur ce marché.

C'est donc tenant compte de ce contexte contraint et de la volonté de contrôler très strictement les dépenses (charges de personnel, charges générales, subventions, annuité de la dette) que le projet de budget prévisionnel de la CAD devra s'établir.

4 - Le projet de budget primitif pour 2015

Le projet de budget primitif 2015 présente une perspective de déséquilibre en fonctionnement.

Ce déséquilibre est lié notamment aux baisses cumulées des dotations de l'Etat (- 1,1M en 2015, s'ajoutant à la baisse constatée en 2014 de 416K€), malgré un effort significatif dans la limitation de l'évolution de la dépense.

L'évolution globale de la dépense de fonctionnement est clairement maîtrisée. Elle diminue sur le chapitre 011 (Charges à caractère général) de 2,2%, et augmente seulement de 0,97% sur le chapitre 012 (Charges de personnel) par rapport au BP 204.

Le projet de budget 2015 se fixe un triple objectif :

- 1 - casser le rythme de la croissance de la dépense de fonctionnement
- 2 - agir sur les leviers de recettes et de dépenses que nous pouvions mobiliser dans les services
- 3 - porter les investissements tout au long du mandat, en maintenant une épargne brute supérieure à 10% d'une part, et proposer des externalisations d'opérations avec une perspective de retour sur l'investissement positive.

5 - La section de fonctionnement du budget 2015

5.1 - Les recettes de fonctionnement

- Potentiel de croissance des bases de CFE, de FNB et de TH de 0,9%, qui générerait un produit fiscal global de 19,4 M€.
- Le taux de TEOM reste inchangé à 12%, pour un produit de 16,8M€.
- Le montant total des dotations et compensations est estimé à 9,3M€ contre 10,4M€ en 2014, soit une diminution de 1,1 M€.
- Les produits du domaine, les autres produits de gestion courante, les atténuations de charges et les recettes exceptionnelles sont évaluées à un montant équivalent à celui observé en 2014.

5.2 - Les dépenses de fonctionnement

- Les charges générales (chapitre 011) : achats de fournitures et prestations de service nécessaires au fonctionnement courant ; en diminution de 2.2 %.

- Les charges de personnel (chapitre 012)

Les différents éléments qui devraient impacter cette masse budgétaire :

Le GVT (+1,5%) : 180K€ et les Saisonniers : 272K€

Or, avec des mesures sévères de maîtrise de la masse salariale, ce chapitre ne progresse que de 0,97%, ce qui indique un effort de rationalisation et d'efficacité accrue de la part des services.

- Les charges financières (chapitre 66)

Pour 2015, la prévision est estimée à 1,047M€.

La section de fonctionnement doit donc s'équilibrer à 60,2M€ (Recettes en conséquence).

6 - La section d'investissement du budget 2015

6.1 - Les dépenses d'investissement

- Les dépenses financières

Remboursement du capital de la dette : 2,1M€, contre 1,7M€ en 2014, avec un encours de dette prévisionnel inférieur à 37,5M€ au 1er janvier 2015.

- Les dépenses d'équipement

Le montant des dépenses d'équipement pourrait être de l'ordre de 13,5M€. Ce montant comprend essentiellement :

- les dépenses récurrentes pour 4,5M€,
- les dépenses liées aux projets en cours pour 8 M€,
- les dépenses liées aux opérations nouvelles pour 1M€, limitées aux seules opérations indispensables et génératrices d'économies de fonctionnement.

Au total, y compris les restes à réaliser et les écritures d'ordre, et les résultats, la section d'investissement pourrait atteindre un total de 28,5M€.

6.2 - Les recettes d'investissement

- Autofinancement prévisionnel 3,6M€ (dont amortissement et virement de la section de fonctionnement),

- Dotations et subventions

- Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) estimé à environ 3M€.
- Subventions attendues de l'État, de la Région et du Département estimées à 3,4M€.

- Emprunts nouveaux

Pour financer la section d'investissement, l'emprunt nécessaire pour équilibrer la section sera ajusté en fonction des consommations de crédits de l'année sans toutefois dépasser un montant évalué à 4,9M€.

L'annuité de la dette est estimée à 3,16M€ en 2015.

Avant de conclure, nous devons aborder, ne serait-ce que succinctement, les autres budgets de notre intercommunalité.

7 - Le budget transports

En 2015, comme en 2014 et 2013 il n'y aura pas de subvention attendue du budget principal. Les

mesures d'utilisation de l'excédent et de relèvement du taux de versement transport, permettent d'équilibrer ce budget tout en conservant un excédent qui s'élève aujourd'hui à 1,1M€ soit un peu plus d'un mois de trésorerie, il doit donc être maintenu à ce niveau.

8 - Le budget de l'office de tourisme

Les dépenses baissent de 1,5% par rapport au BP 2014

Ce projet de budget s'équilibre grâce à l'inscription d'une subvention du budget général de 733K€.

Les recettes augmentent de 7,2% par rapport au BP 2014.

Taxe de séjour d'environ 245 K€

Pour conclure :

Quel horizon pour le prochain mandat ?

Au niveau des communes

Pour faire face à ces contraintes encore plus marquées, nous devons :

- Rationaliser nos interventions. démarches de mutualisations nécessaires
- Agir sur la fiscalité, dans un contexte très contraint.
- Redéfinir le rôle de l'intercommunalité en matière dans le but d'optimiser le
- fonctionnement et l'efficience du service rendu.

Quelle capacité financière pour notre agglomération ?

Le maintien rigoureux de nos ratios fondamentaux reste prioritaire pour les exercices à venir :

- assurer la stabilité ou la faible progression du budget de fonctionnement, pour financer par l'épargne nos projets d'investissement
- conserver une capacité de désendettement maîtrisée
- rechercher les cofinancements.

Toutefois, la baisse drastique et rapide des dotations et subventions (DGF 2011 : 11,1M€ - DGF 2017 estimé : 6,7M€) ne permet pas d'envisager de maintenir des ratios soutenables sans interroger l'ensemble des ressources indispensables pour la collectivité : tarification, fiscalité, mix des différents leviers qui devront sans aucun doute être mobilisés pour faire face aux mesures gouvernementales de diminution des transferts financiers vers les collectivités locales.

De notre capacité d'intervention pluriannuelle découleront les investissements que nous pourrons envisager :

- productifs, générateurs de recettes,
- générateurs d'économies sur nos dépenses de fonctionnement,
- créateurs de services nouveaux et de dépenses nouvelles.

Suite à cet exposé, un débat a lieu entre les conseillers communautaires.

Fait à Draguignan, le jeudi 02 avril 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Olivier Audibert-Troin

Président
Député du Var